

sant les exportations et défavorisant les importations, d'accentuer l'excédent de la balance commerciale américaine et aider ainsi au redressement de sa balance des paiements.

LES CONSEQUENCES DE LA POLITIQUE AMERICAINE

Le premier problème que pose cet ensemble de mesures est, tout simplement, qu'elles risquent fort de n'être pas appliquées : les modalités pratiques des contrôles n'ont pas été précisées, la proximité des élections présidentielles incite à penser que ces contrôles ne sauraient être trop sévères, et, enfin, on peut faire confiance aux capitalistes américains pour déjouer les réglementations contraires à leurs intérêts (le rôle des capitaux américains lors de la récente spéculation contre le dollar est assez révélateur à ce sujet).

Mais, surtout, l'un des premiers effets de cet ensemble de mesures sera d'accentuer fortement, partout dans le monde (et spécialement en Europe) les tendances à la récession. Tout d'abord, la chute brutale des investissements américains en Europe se répercutera très négativement sur le niveau de l'activité économique. Si l'on sait (« Le Monde », 3-1-68) que les investissements américains à l'étranger ont atteint dix milliards de dollars en 1967 et si l'on suppose que les entrées de capitaux étrangers aux Etats-Unis demeureront en 1968 ce qu'elles étaient en 1967, on voit qu'on peut très grossièrement évaluer à 10 % la baisse des investissements américains dans le monde en 1968, ce qui est loin d'être négligeable. Les choses s'aggravent encore si l'on sait que les investissements américains en Europe se sont élevés en 1967 à près de quatre milliards de dollars (« Le Monde », 3-1-68) et que la plus grosse part du milliard de dollars de réduction des exportations de capitaux américains devrait se répercuter sur l'Europe.

Les autres mesures prises en vue de restreindre les sorties de dollars des Etats-Unis auront des effets identiques (quoique moins puissants sur la situation économique européenne, en ce sens qu'elles représenteront toutes une réduction de la « demande globale » en 1968 par rapport à 1967 et donc des difficultés accrues pour la vente des marchandises produites. Il en est ainsi pour les restrictions des dépenses de tourisme (ainsi, en 1966, le Canada et les Etats-Unis ont fourni la moitié des recettes du tourisme français - « Le Monde », 5-1-68) ; de même pour la compression des dépenses administratives américaines à l'étranger.

Par ailleurs, la dévaluation de la Livre et les mesures américaines ont déjà entraîné partout la hausse des taux d'intérêt, chaque pays élevant ses taux d'escompte dans l'espoir de retenir ou d'attirer les capitaux. C'est ainsi que le taux d'escompte a été porté à 4,5 % aux Etats-Unis en novembre 1967, et que le taux d'escompte du Japon est passé de 5,84 % à 6,20 %. Mais la hausse la plus forte de taux a lieu en Europe : le taux d'escompte de l'Angleterre